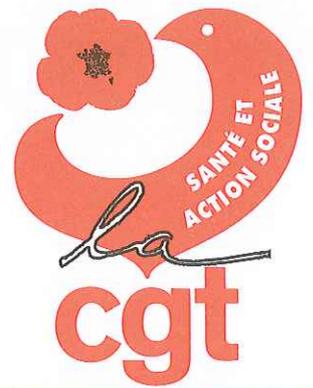


Bulletin Fédéral



Infos actualités fédérales sur Site Internet : www.sante.cgt.fr - E-mail : com@sante.cgt.fr

N° 1 :

CAMPAGNE PLUS D'ARGENT POUR LA SÉCU !



Dans ce BF « spécial action », vous trouverez le courrier des Secrétaires Généraux de la FD Santé Action Sociale et des Organismes Sociaux qui vous expliquera les raisons de la campagne que nous lançons en vue de peser sur le PLFSS 2015 et le contenu de la future loi santé.

Dans ce numéro, vous trouverez aussi le premier tract d'une série de 4 et qui est à distribuer au mois de juillet.

La campagne s'articulera ainsi :

- Le tract n°1 de juillet : « Le pacte de responsabilité... »
- Le tract d'août : « Emplois supprimés... »
- Deux tracts en septembre : « Salaires bloqués... » et « Personnels méprisés... »
- Une affiche, tirée à 30 000 exemplaires et une carte postale pétition éditée à 500 000 exemplaires (ce matériel sera disponible dans les UD aux environs du 20 août).

Les éléments de cette campagne ont pour objectif la construction d'une journée d'action et de manifestation au mois d'octobre à l'occasion du débat sur le PLFSS, prévue mi-octobre...

Bons congés à ceux qui vont partir,
bon courage à ceux qui reviennent !

Numéro

2014/22

Lundi 21 juillet 2014



ÉLECTIONS
2014
cgt

Elections
CTE-CAP
J-137

Proximité | Solidarité
Dé démocratie | Efficacité

Plus d'infos en pages réservées sur
www.sante.cgt.fr

N° 2014/22 - Lundi 21 juillet 2014

Fédération Santé
Action Sociale

263, rue de Paris - case 538 -
93515 Montreuil CEDEX

Directeur de Publication : Bruno JARDIN

Imprimé par nos soins

Périodicité : Hebdomadaire

N° commission paritaire : 0707 5 06 134

FÉDÉRATION DE LA SANTÉ ET DE L'ACTION SOCIALE

263, rue de Paris, case 538 • 93515 Montreuil Cedex • Télécopie : 01 55 82 87 74

Le pacte de responsabilité poursuit la détérioration

de notre Sécurité Sociale !

Le Pacte antisocial met notre Sécurité Sociale en danger !

La boîte de Pandore est ouverte : ce sont nos impôts qui vont financer la Sécurité Sociale en compensation des mesures du Pacte Hollande/MEDEF.

C'est tout le système de financement de la protection sociale qui est menacé.

Les assurés sociaux sont les premières victimes de ce Pacte qui aura des incidences immédiates sur le service rendu et sur la réduction des dépenses pour les hôpitaux et les frais de santé.

Pour enrichir les actionnaires

Le discours et la méthode sont bien rodés : la Sécurité Sociale « serait malade » de ses dépenses ; les cotisations sociales et les impôts des entreprises sont devenus des « charges insupportables » !

Alors qu'elles suppriment massivement des emplois, les plus grandes entreprises du CAC 40 se voient inlassablement exonérées de cotisations sociales pour plusieurs milliards d'euros au fil des ans.

La Sécurité Sociale, c'est la santé, c'est une richesse !

Les dépenses de santé permettent

d'augmenter l'espérance de vie en bonne santé et jouent un rôle moteur pour notre économie en participant à plus de 10% au PIB. Le déficit de la branche Maladie ne représente en fait que 0,3% du PIB en 2013 !

La sécurité sociale manque de recettes, l'assuré n'est pas un profiteur !

La force de travail en bonne santé profite donc aux entreprises en contribuant à la création de richesse.

Dans le cadre du Projet de Loi de financement rectificative intégrant les économies de gestion exigées par le Pacte, ce sont 16 000 postes qui seront supprimés à l'horizon 2017, soit 10% des effectifs de la Sécurité Sociale toutes branches confondues, et 80 000 emplois dans les établissements sanitaires et sociaux publics.

- ➡ Pour l'augmentation des salaires,
- ➡ Pour la reconnaissance des qualifications,

TOUS DANS L'ACTION, EN GRÈVE ET EN MANIFESTATION au mois d'OCTOBRE 2014, à l'occasion du débat sur le PLFSS !



➡ Pour la CGT, il faut par exemple :

- ➡ Stopper les exonérations de cotisations patronales !
- ➡ Faire contribuer les capitaux financiers au financement de notre Sécurité Sociale !
- ➡ Une modulation des cotisations sociales patronales (faire moins cotiser les entreprises dont la masse salariale augmente et réciproquement) !

NOTE AUX ORGANISATIONS
DE LA FÉDÉRATION DE LA SANTÉ ET DE L'ACTION SOCIALE
ET DE LA FÉDÉRATION NATIONALE DU PERSONNEL
DES ORGANISMES SOCIAUX



Chères et chers camarades,

Depuis des années, les réformes mises en œuvre et les choix politiques des gouvernements successifs remettent en cause les principes fondateurs de notre Sécurité Sociale, socle de la protection sociale.

Les dernières décisions prises par le gouvernement actuel, notamment celles contenues dans le pacte de responsabilité, constituent une véritable déclaration de guerre et visent à détruire le système public de santé et la protection sociale solidaire. La loi de financement rectificative de la Sécurité Sociale qui en découle, adoptée par le Parlement, va se traduire par la mise en place de plans sociaux déguisés et un nouveau recul dans l'accès aux soins.

La dégradation de nos conditions de travail, le refus permanent d'augmentation des salaires et des pensions, les fermetures des lieux d'accueil et des services, les diverses restructurations ne sont que le corolaire de ces décisions politiques.

Les exonérations de cotisations sociales accordées au patronat sans contrepartie de création d'emploi et de relance économique n'ont jamais prouvé leur efficacité. Une fois encore, le patronat ne prend aucun engagement et nous pouvons craindre que cette manne financière ne vienne grossir les dividendes des actionnaires.

Cette situation reflète une volonté de Bruxelles à Paris de privatisation et de marchandisation de notre système de santé et de protection sociale, sous prétexte de réduction des dépenses publiques.

Les futures lois de finance et de financement de la Sécurité Sociale s'annoncent particulièrement néfastes pour l'avenir des salarié-e-s et de l'ensemble des bénéficiaires. La volonté affichée est de réduire et de transférer tout ou partie du financement jusqu'ici basé sur les richesses créées par le travail vers la fiscalisation et les ménages.

Dans nos secteurs, les luttes sont nombreuses pour résister et proposer des alternatives pour une société plus juste et solidaire.

Nous appelons à un temps fort de convergence de ces luttes mi-octobre 2014, au moment du débat parlementaire sur les lois de finance. Il faut faire sauter le verrou de la logique de restriction budgétaire qui assèche les ressources de la Sécurité Sociale. A cette logique du coût du travail, nous opposons celle du coût du capital.

Nous exigeons un financement de la Sécurité Sociale qui réponde aux besoins des populations et non plus à ceux de la finance.

.../...

Nous vous invitons dès maintenant, dans une démarche commune, à travailler ensemble pour construire ce moment fort d'action et de mobilisation.

Pour cela, nous mettrons à votre disposition une campagne «Plus d'argent pour la Sécu» comprenant affiches et une série de tracts thématiques (1. Financement / mi-juillet, 2. Emploi / mi-août, 3 Salaires et 4. Conditions de travail / septembre) qui vous permettront d'aller au débat avec les salarié-e-s et les usagers, ainsi qu'une carte pétition à l'adresse du Président de la République à faire signer massivement (à minima 1 salarié sur 4).

Dès la rentrée, nous organiserons 4 meetings en régions (Rhône-Alpes, PACA, Nord-Pas de Calais, Île de France). Vous serez également destinataires d'un modèle de lettre afin d'interpeller chaque parlementaire sur le choix de société auquel il sera confronté lors des débats.

S'il nous semble indispensable que la mobilisation soit à la hauteur des enjeux dans nos professions, il apparaît également nécessaire et primordial que celle-ci puisse être l'affaire de toutes et tous les salarié-e-s.

Nous devons, partout où cela est possible, dans l'unité la plus large, inter professionnaliser notre action. « Salaire, Emploi et Protection Sociale » ne doit pas être qu'un slogan, mais bien une ambition revendicatrice et mobilisatrice de toute la CGT.

Nous savons que les salarié-e-s sont fortement attaché-e-s à leur Sécurité Sociale et au service public, à nous de leur faire comprendre que ce bien commun issu des conquêtes sociales est aujourd'hui en péril et qu'il convient à nouveau de descendre dans la rue pour le reconquérir.

Ce qui a été construit au lendemain de la deuxième guerre mondiale est, au regard des richesses créées dans notre pays, toujours possible.

Tout en organisant l'activité syndicale nécessaire pendant la période estivale et dans l'attente d'une rentrée offensive et combative, nous vous souhaitons, chères et chers camarades, de très bonnes vacances.

Montreuil, le 17 juillet 2014

Nathalie GAMIOCHIPI
Secrétaire Générale
Fédération Santé Action Sociale

Denis LALYS
Secrétaire Général
Fédération Organismes Sociaux